



KPMG S.A.
Rue de la Terre Victoria
Parc Edonia Bâtiment 5
CS 46806
35768 Saint Grégoire Cedex



Mazars
Le Ouessant
9 rue Maurice Fabre
35000 Rennes

Lumibird S.A.

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022
Lumibird S.A.
2 rue Paul Sabatier - 22300 Lannion

Référence : VB/JRI/CLRM 187



Lumibird S.A.

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels
6 avril 2023

mazars

Lumibird S.A.

Siège social : 2 rue Paul Sabatier - 22300 Lannion
Capital social : € 22 466 882

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

A l'Assemblée générale de Lumibird S.A.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Lumibird S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.823-19 du code de commerce.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Par ailleurs, les services autres que la certification des comptes que nous avons fournis au cours de l'exercice à votre société et aux entités qu'elle contrôle et qui ne sont pas mentionnés dans le rapport de gestion ou l'annexe des comptes annuels incluent les services fournis à la demande de l'entité ou des entités contrôlées (prestations entrant dans le cadre de diligences rendues lors de l'acquisition d'entités, mission d'organisme tiers indépendant relative à la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L.225-102-1 du code de commerce).

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note 1.1.2 de l'annexe des comptes annuels concernant la correction d'erreur relative aux dividendes versés en 2021 par la société Quantel Médical S.A.S.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Evaluation des titres de participation

(notes 1.3.3 et 1.6.2 de l'annexe aux comptes annuels)

Description du risque

Les titres de participation figurant au bilan de Lumibird S.A. au 31 décembre 2022 pour un montant net de 149 115 milliers d'euros.

Comme indiqué dans la note 1.3.3 de l'annexe aux comptes annuels, les titres de participation sont comptabilisés au coût d'acquisition hors frais accessoires. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la situation financière des sociétés le justifie notamment eu égard à la valeur d'utilité déterminée selon la méthode des cash-flows futurs actualisés (DCF), représentant la meilleure estimation par la direction de la valeur d'utilité.

L'estimation de la valeur d'utilité de ces titres de participation requiert l'exercice du jugement de la direction dans son choix des éléments à considérer, notamment les prévisions et les taux de croissance et d'actualisation. Compte tenu de ces zones de jugement significatives, nous considérons l'évaluation des titres de participation comme un point clé de notre audit présentant un risque d'anomalie significative.

Travaux d'audit réalisés

Afin d'apprécier le caractère raisonnable de l'estimation des valeurs d'utilité des titres de participation déterminé par la direction, sur la base des informations qui nous ont été communiquées nos travaux ont notamment consisté à :

- apprécier la pertinence de la méthodologie utilisée pour déterminer la valeur d'utilité ;
- apprécier, par entretien avec la direction, les principales hypothèses et modalités retenues dans le cadre de l'estimation des valeurs d'utilité, notamment les prévisions, le taux de croissance à long terme et le taux d'actualisation.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4, L.22-10-10 et L.22-10-9 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.22-10-9 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés ou attribués aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des entreprises contrôlées par elle qui sont comprises dans le périmètre de consolidation. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires**Format de présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel**

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du Président-Directeur général.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes annuels qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Lumibird S.A. par les Assemblées générales du 17 mai 2018 pour le cabinet KPMG et par l'Assemblée générale du 4 mai 2021 pour le cabinet Mazars.

Au 31 décembre 2022, le cabinet KPMG était dans la 5^{ème} année de sa mission et le cabinet Mazars dans la 2^{ème} année sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.823-19 du code de commerce de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au Conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.823-19 du code de commerce

Nous remettons au Conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.823-19 du code de commerce un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.823-19 du code de commerce figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.823-19 du code de commerce la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec Conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.823-19 du code de commerce des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Rennes, le 6 avril 2023

KPMG S.A.

Vincent Broyé
Associé

Rennes, le 6 avril 2023

Mazars

Ludovic Sevestre
Associé

1. Bilan au 31 Décembre 2022 (en K€)

En KE ACTIF	Notes	BRUT	AMORT & PROV	NET 31/12/2022	NET 31/12/2021
Capital souscrit non appelé				-	-
Frais d'établissement			-	-	-
Frais de recherche & développement			-	-	-
Logiciels, concessions, brevets		23	(23)	-	0
Droits au bail			-	-	-
Fonds commerciaux			-	-	-
Autres immobilisations incorporelles		1 107	(650)	457	233
Immobilisations incorporelles en cours			-	-	-
Immobilisations incorporelles	<u>Note 1</u>	1 130	(673)	457	233
Terrains			-	-	-
Constructions		59	(15)	44	50
Installations techniques		124	(54)	71	73
Autres immobilisations corporelles		1 361	(949)	412	140
Immeubles de placement			-	-	-
Immobilisations corporelles en cours		3 637	-	3 637	62
Avances et acomptes sur immos corporelles			-	-	-
Immobilisations corporelles	<u>Note 1</u>	5 181	(1 018)	4 164	325
Titres de participation		158 648	(9 533)	149 115	146 813
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille		8 449	(949)	7 500	8 449
Créances rattachées à des participations		17 285	-	17 285	21 247
Prêts		412	-	412	384
Dépôts et cautionnements versés		2 485	-	2 485	1 920
Mali de fusion sur actifs financiers			-	-	-
Autres créances immobilisées		-	-	-	-
Actions propres		2 362	(128)	2 234	2 976
Immobilisations financières	<u>Note 2</u>	189 641	(10 610)	179 032	180 839
Actif immobilisé		195 952	(12 300)	183 652	181 397
Stocks et en-cours	<u>Note 3 et 4</u>	2 395	(233)	2 162	2 004
Avances et acomptes versés sur commandes	<u>Note 5</u>	111	-	111	3
Clients et comptes rattachés	<u>Note 5</u>	24 724	(120)	24 604	15 499
Autres créances	<u>Note 5</u>	78 244	(42)	78 203	69 400
Total actif circulant		105 474	(395)	105 079	86 905
Disponibilités	<u>Note 9</u>	36 020	(17)	36 003	62 530
Charges constatées d'avance	<u>Note 6</u>	1 629	-	1 629	749
Comptes de régularisation		2 182	-	2 182	1 270
TOTAL ACTIF		341 258	(12 712)	328 546	332 851

En KE	Notes	31/12/2022	31/12/2021
PASSIF			
CAPITAUX PROPRES ET RESERVES			
Capital		22 467	22 467
Primes liées au capital		86 103	86 103
Ecart de réévaluation			
Réserves légales		2 247	2 247
Réserves pour plus-values à long terme			
Autres réserves		153	153
Report à nouveau		82 717	78 888
Résultat Net		470	3 829
Subventions			
Provisions réglementées			
Total capitaux propres et réserves	<u>Note 7</u>	194 156	193 687
AUTRES FONDS PROPRES			
Avances conditionnées		-	
Total fonds propres		-	
Total Provisions pour risques et charges		1 654	607
DETTES FINANCIERES			
Dettes financières		90 369	92 891
Dettes financières diverses		169	154
Total dettes financières	<u>Note 9</u>	90 538	93 045
Avances acomptes reçus sur commandes		1 611	1 707
DETTES D'EXPLOITATION			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		28 048	34 964
Autres dettes		10 670	7 421
Total dettes d'exploitation	<u>Note 9</u>	38 718	42 385
Produits constatés d'avance	<u>Note 10</u>	1 080	914
Comptes de régularisation		789	507
TOTAL PASSIF		- - 328 546	332 851

Compte de résultat 2022 (en K€)

En KE	31/12/2022	31/12/2021
PRODUITS D'EXPLOITATION		-
Montant net du chiffre d'affaires	84 923	74 993
Production stockée	326	1 158
Production immobilisée		-
Subventions d'exploitation	254	13
Reprise sur amortissements & provisions - transfert de charges	602	1 210
Autres produits	1 130	2 474
Autres produits d'exploitation	2 312	4 855
Total produits d'exploitation	87 234	79 848
CHARGES D'EXPLOITATION		-
Achats consommés	(52 395)	(47 968)
Autres achats et charges externes	(22 298)	(19 400)
Impôts taxes et versements assimilés	(560)	(500)
Salaires et traitements	(6 334)	(4 850)
Charges sociales	(3 020)	(2 164)
Dotations aux amortissements	(469)	(381)
Dotations aux provisions	(1 769)	(605)
Autres charges	(1 274)	(2 725)
Total charges d'exploitation	(88 118)	(78 592)
RESULTAT D'EXPLOITATION	(884)	1 255
Produits financiers	9 681	5 250
Charges financières	(7 074)	(3 962)
RESULTAT FINANCIER	2 606	1 287
Produits exceptionnels	636	5 287
Charges exceptionnelles	(3 618)	(5 128)
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(2 982)	159
Participation des salariés		-
Impôts sur les bénéfices	1 729	1 127
RESULTAT NET	470	3 829

2. Projet d'affectation du résultat (en K€)

En KE	Origine	Affectation	Distribution de dividendes	Après affectation
Origine				
Primes liées au capital	86 103			86 103
Réserve légale	2 247			2 247
Réserve pour plus-values nettes à long terme	-			-
Autres réserves	153			153
Report à nouveau	82 717	470		83 187
Résultat Net	470	(470)		-

3. Annexe des comptes sociaux

Les comptes sociaux de LUMIBIRD sont exprimés en euros, sauf indication contraire. Ils ont été arrêtés le 14 mars 2023 par le Conseil d'Administration.

1.1. Principes, règles et méthodes comptables

1.1.1. Principes, règles

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n° 2014-03 du 8 septembre 2014, relatif au Plan Comptable Général à jour des différents règlements complémentaires en vigueur à la date d'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices,

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

1.1.2. méthodes comptables

Changement d'estimation

Néant

Changement de méthode de présentation

Néant

Corrections d'erreurs

Les dividendes versés en 2021 par la société Quantel Médical (au titre de ses résultats 2020) ont été enregistrés par erreur chez Lumibird SA, en lieu et place de Lumibird Médical. Sur l'exercice 2022, il a été procédé à une correction de cette erreur, tenant compte d'un effet rétroactif sur les intérêts de la dette de Lumibird Médical vis à vis de Lumibird SA, enregistrée en résultat exceptionnel. L'impact de cette correction d'erreur, enregistré en charges exceptionnelles, s'élève à 1.517.545 €.

1.2. Faits caractéristiques de l'exercice

Après 2 années (2020, 2021) perturbées par la crise sanitaire COVID-19 et ses conséquences sur les économies des pays dans lesquels Lumibird et ses filiales opèrent, l'année 2022 s'est déroulée dans un contexte géopolitique tendu (guerre en Ukraine) et dans un contexte économique contraint : pénurie de composants optiques et électroniques conduisant à un renchérissement des coûts ainsi qu'à un allongement critique des délais d'approvisionnement ; inflation inédite depuis plus de 10 ans pesant sur les frais généraux et les charges de personnel ; renchérissement du coût de la dette.

Dans cet environnement, Lumibird SA est resté agile et pragmatique. Elle a maintenu un niveau d'activité élevé tout en posant les bases d'une adaptation de son organisation aux nouvelles contraintes économiques, sociales et sociétales. A date, cela s'est traduit pour Lumibird par :

- des charges de structure plus importante ;
- un support à ses filiales pour assurer le financement de leurs stocks, sécurisant ainsi les approvisionnements et leurs coûts ainsi que le financement de nouveaux sites de production (Ljubljana, Villejust, Göteborg, Lannion) plus adaptés aux besoins de production à court et moyen terme ;
- une démarche M&A toujours très active, visant à consolider la stratégie du Groupe en terme d'intégration verticale

Parallèlement, Lumibird SA, a continué ses efforts d'optimisation financière, toujours dans l'objectif de se doter des moyens d'accompagner le développement de son Groupe : La société a mis en place 2 lignes de 5 millions d'euros chacune auprès de BPI financement, d'une durée respective de 10 ans et incluant toutes un différé de remboursement de 8 trimestres, rémunérées aux taux respectifs de 0,64% et 2,59%, et assorties de gage espèces pour un montant global de 0,5 million d'euros ;

Par ailleurs, Lumibird, dans le cadre de ses activités de holding :

- a participé à la consolidation du capital de sa filiale Lumibird Photonics Sweden, en procédant à une augmentation de capital pour 2 702 K€ dont 2 659 K€ réalisée par incorporation partielle de compte-courant ;
- a procédé à une dépréciation de la valeur de sa participation dans la société Halo-Photonics, pour un montant de 4 467 K€ ;
- a procédé à une reprise de dépréciation sur sa participation dans la société Quantel USA, pour un montant de 4 068 K€.

1.3. Notes relatives aux postes du bilan

1.3.1. Immobilisations incorporelles

Les frais afférents aux brevets et marques sont amortis linéairement sur une durée de 10 ans. Les logiciels acquis sont évalués à leur coût d'acquisition et sont amortis linéairement sur trois ans. Les malis de fusion, correspondant aux fonds de commerce des sociétés absorbées, étant des actifs d'une durée d'utilisation indéterminable, ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation annuel (impairment test basé sur les cash-flow futurs).

Les frais de recherche sont comptabilisés en charges.

1.3.2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue. Les durées et les méthodes les plus couramment retenues sont les suivantes :

Nature	Durée	Méthode
Matériels Industriels	3 à 10 ans	Linéaire
Agencements Matériels Industriels	5 ans	Linéaire
Installations générales	10 ans	Linéaire
Matériels de transport	5 ans	Linéaire
Matériels informatiques	3 à 5 ans	Linéaire
Matériels de bureau	4 à 7 ans	Linéaire
Mobiliers de bureau	10 ans	Linéaire

1.3.3. Immobilisations financières

Titres de participation

Les titres de participation figurent au bilan à leur coût d'acquisition hors frais accessoires. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la situation financière des sociétés le justifie notamment eu égard à la valeur d'utilité déterminée selon la méthode des cash-flows futurs actualisés (DCF), représentant la meilleure estimation par la Direction financière de l'ensemble des conditions économiques.

Autres Immobilisations financières

Les autres immobilisations financières peuvent être composées :

- De dépôts et cautionnement versés à des tiers à titre de garantie ;
- De prêts versés à des tiers (salariés ou organisme publics s'agissant de la contribution « 1% logement ») ;
- De mali de fusion sur actifs financiers, reconnu dans le cadre d'opérations de fusion ou de transmission universelle de patrimoine

1.3.4. Stocks et En-cours

Méthode :

La méthode de valorisation est basée sur le principe du prix moyen pondéré (PMP).

Valorisation :

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Les produits finis et les travaux en-cours comprennent les consommations matières et les charges directes de production sur la base de l'activité normale à l'exclusion de tous coûts de sous activité et de stockage et sont valorisés selon la méthode de l'avancement.

Dépréciations :

Lorsque la valeur probable de réalisation est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée à hauteur du montant de la différence.

Une dépréciation est déterminée pour tenir compte de la rotation lente du stock ou de la destination de certains matériels (matériel de démonstration par exemple).

1.3.5. Créances

Les créances sont valorisées en valeur nominale. Elles sont dépréciées sur la base d'une analyse au cas par cas lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Ce risque est apprécié en tenant compte des assurances crédit éventuellement souscrites.

Elles sont constituées par les ventes de biens et services produits. Pour les transactions qui ne comprennent que des services, la créance n'est comptabilisée que lorsque les services sont rendus.

1.3.6. Valeurs mobilières de placement

La société a souscrit un contrat de liquidité afin de favoriser la liquidité des transactions et la régularité des cotations de ses titres. Les opérations effectuées pour son compte par la société de bourse signataire du contrat sont comptabilisées en valeurs mobilières de placement.

Les actions propres sont évaluées sur la base de la moyenne des cours de clôture du mois de décembre.

1.3.7. Créances et dettes en monnaies étrangères

Les créances et dettes en monnaies étrangères sont comptabilisées au cours de change de la date de facturation. A la fin de l'exercice, les créances et dettes sont valorisées au cours de change officiel de clôture. Un écart de change positif ou négatif est constaté et comptabilisé. Une provision pour risque de change est constatée pour couvrir le risque de perte latente.

1.3.8. Indemnités retraites

A leur départ en retraite, les employés perçoivent une indemnité conformément à la loi et aux dispositions conventionnelles. La société n'ayant signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite, son engagement se limite donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.

La politique est de ne pas constituer de provision au titre des droits acquis par le personnel mais de prendre la charge correspondante dans l'exercice du paiement effectif de la dette.

1.3.9. Provision pour garantie

Les produits vendus bénéficient d'une garantie couvrant les frais de réparation éventuels pendant des durées variant de un à trois ans. Une provision est établie, au moment de la vente des produits concernés, pour couvrir le coût estimé de cette garantie.

La provision pour garanties données aux clients est calculée en comparant le chiffre d'affaires réalisé sur les 3 dernières années et ventilée par période de garantie, aux dépenses de garantie faites durant les 2 dernières années.

1.3.10. Autres provisions

Les autres provisions sont destinées à couvrir des risques que des événements survenus ou en cours rendent probables à la date de clôture. Elles ont un caractère estimatif quant à leur montant.

1.4. Notes relatives aux postes du compte de résultat

1.4.1. Chiffre d'affaires

Les revenus sont constitués par les ventes de biens et services produits. Un produit est comptabilisé en chiffre d'affaires lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et les avantages importants inhérents à la propriété des biens. Pour les transactions ne comprenant que des services, le chiffre d'affaires n'est comptabilisé que lorsque les services sont rendus. Pour le chiffre d'affaires et les résultats relatifs aux contrats de prestation de services, la société applique la méthode du pourcentage d'avancement. Si le montant des prestations réalisées est supérieur au montant des prestations facturées, la différence figure en factures à établir ; dans le cas contraire, elle est comptabilisée en produits constatés d'avance. Toute perte à terminaison probable est immédiatement comptabilisée.

Pour les contrats à long terme (i.e. s'étalant sur plus de 12 mois) incluant généralement des phases d'études et de définitions de produits et composants, le chiffre d'affaires est comptabilisé à l'avancement en mesurant le % de réalisation des dépenses par rapport à l'enveloppe globale incluant : études, approvisionnements, main d'œuvre directe et indirecte, encadrement et aléas. Afin de limiter au maximum les risques quant à la reconnaissance du chiffre d'affaires (principalement son anticipation), le contrat est découpé en phases ou livraisons avec des dépenses associées. La performance de chaque élément du contrat est donc comptabilisée immédiatement et les coûts liés à des inefficiences (pertes de matières, coûts de main d'œuvre inattendus ...) sont constatés en charge.

1.4.2. Continuité d'exploitation

Compte tenu des commandes déjà enregistrées et de l'évolution de l'activité, la Direction considère que la continuité d'exploitation n'est pas remise en cause pour les 12 mois à venir.

1.5. Société consolidante

Lumibird SA, dont le siège social est sis 2 rue Paul Sabatier – 22300 Lannion, est la société mère consolidante du Groupe Lumibird. Les états financiers du Groupe Lumibird sont disponibles à cette adresse.

LUMIBIRD est également intégrée :

- dans le Groupe Esira, dont la société mère, Esira, est située 2 rue Paul Sabatier – 22300 Lannion
- Dans le Groupe Clervie dont la société mère, Clervie, est située 2 rue Paul Sabatier – 22300 Lannion

1.6. Informations relatives aux postes de bilan

Note 1 - Tableau des immobilisations corporelles et incorporelles

Valeur brute En KE	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Autres variations	Clôture
Frais d'établissement	-	-	-	-	
Frais de recherche & développement	-	-	-	-	
Logiciels, concessions, brevets	23	-	-	-	23
Droits au bail	-	-	-	-	
Fonds commerciaux	-	-	-	-	
Autres immobilisations incorporelles	800	306	-	1	1 107
Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-	
Avances et acomptes sur immos incorporelles	-	-	-	-	
Immobilisations incorporelles	822	306	-	1	1 130
Terrains	-	-	-	-	
Constructions	59	-	-	-	59
Installations techniques	117	8	-	0	124
Autres immobilisations corporelles	1 019	342	-	(0)	1 361
Immeubles de placement	-	-	-	-	
Immobilisations corporelles en cours	62	3 665	-	(90)	3 637
Avances et acomptes sur immos corporelles	-	-	-	-	
Immobilisations corporelles	1 257	4 014	-	(90)	5 181
Total actif immobilisé incorporel et corporel	2 079	4 321	-	(89)	6 311
Amortissements et Provisions En KE	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Autres variations	Clôture
Frais d'établissement - Amort.	-	-	-	-	
Frais de recherche - Amort.	-	-	-	-	
Logiciels, concessions, brevets - Amort.	(23)	(0)	-	-	(23)
Droits au bail - Amort.	-	-	-	-	
Fonds commerciaux - Amort.	-	-	-	-	
Autres immobilisations incorporelles - Amort.	(566)	(173)	-	89	(650)
Frais d'établissement - Perte de valeur	-	-	-	-	
Frais de recherche - Perte de valeur	-	-	-	-	
Logiciels, concessions, brevets - Perte de valeur	-	-	-	-	
Droits au bail - Perte de valeur	-	-	-	-	
Fonds commerciaux - Perte de valeur	-	-	-	-	
Autres immobilisations incorporelles - Perte de valeur	-	-	-	-	
Immobilisations incorporelles en cours - Perte de valeur	-	-	-	-	
Immobilisations incorporelles Amort et Dépréciations	(589)	(173)	-	89	(673)
Terrains - Amort.	-	-	-	-	
Constructions - Amort.	(9)	(6)	-	(0)	(15)
Installations techniques - Amort.	(43)	(10)	-	-	(54)
Autres immobilisations corporelles - Amort.	(880)	(70)	-	-	(949)
Immeubles de placement - Amort.	-	-	-	-	
Terrains - Perte de valeur	-	-	-	-	
Constructions - Perte de valeur	-	-	-	-	
Installations techniques - Perte de valeur	-	-	-	-	
Autres immobilisations corporelles - Perte de valeur	-	-	-	-	
Immeubles de placement - Perte de valeur	-	-	-	-	
Immobilisations corporelles en cours - Perte de valeur	-	-	-	-	
Immobilisations corporelles Amort et Dépréciations	(932)	(85)	-	-	(1 018)
Amortissements et dépréciations immobilisations incorporelles et corporelles	(1 521)	(258)	-	89	(1 690)

Valeur nette En KE	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Autres variations	Clôture
Frais d'établissement	-	-	-	-	-
Frais de recherche & développement	-	-	-	-	-
Logiciels, concessions, brevets	0	(0)	-	-	0
Droits au bail	-	-	-	-	-
Fonds commerciaux	-	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	233	134	-	90	457
Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-	-
Avances et acomptes sur immos incorporelles	-	-	-	-	-
Immobilisations incorporelles	233	133	-	90	457
Terrains	-	-	-	-	-
Constructions	50	(6)	-	(0)	44
Installations techniques	73	(2)	-	0	71
Autres immobilisations corporelles	140	272	-	(0)	412
Immeubles de placement	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles en cours	62	3 665	-	(90)	3 637
Avances et acomptes sur immos corporelles	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	325	3 929	-	(90)	4 164
Total actif immobilisé incorporel et corporel	558	4 062	-	(0)	4 621

Note 2 - Tableau des immobilisations financières

Valeur brute En KE	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Mouvements sur le capital	Autres variations	Clôture
Titres de participation	155 946	-	(0)	43	2 659	158 648
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	8 449	-	-	-	-	8 449
Créances rattachées à des participations	21 247	-	(3 962)	-	-	17 285
Prêts	384	34	(6)	-	-	412
Dépôts et cautionnements versés	1 920	617	(51)	-	0	2 485
Mali de fusion sur actifs financiers	-	-	-	-	-	-
Autres créances immobilisées	0	-	-	-	-	0
Actions propres	2 976	1 934	(2 548)	-	0	2 362
Immobilisations financières	190 921	2 585	(6 567)	43	2 659	189 641
Dépréciations En KE	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Mouvements sur le capital	Autres variations	Clôture
Titres de participation - Perte de valeur	(9 134)	(4 467)	4 068	-	-	(9 533)
Titres Immobilisés de l'activité de portefeuille Dépréciations	(949)	-	-	-	-	(949)
Créances rattachées à des participations Dépréciations	-	-	-	-	-	-
Prêts Dépréciations	-	-	-	-	-	-
Dépôts et cautionnements versés Dépréciations	-	-	-	-	-	-
Mali sur actifs financiers - Dépréciation	-	-	-	-	-	-
Autres créances immobilisées Dépréciations	-	-	-	-	-	-
Actions propres - Perte de valeur	-	(128)	-	-	-	(128)
Immobilisations financières Dépréciations	(10 082)	(4 595)	4 068	-	-	(10 610)
Valeur nette En KE	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Mouvements sur le capital	Autres variations	Clôture
Titres de participation	146 813	(4 467)	4 068	43	2 659	149 115
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	7 500	-	-	-	-	7 500
Créances rattachées à des participations	21 247	-	(3 962)	-	-	17 285
Prêts	384	34	(6)	-	-	412
Dépôts et cautionnements versés	1 920	617	(51)	-	0	2 485
Mali de fusion sur actifs financiers	-	-	-	-	-	-
Autres créances immobilisées	0	-	-	-	-	0
Actions propres	2 976	1 806	(2 548)	-	0	2 234
Immobilisations financières	180 839	(2 010)	(2 499)	43	2 659	179 032

Titres de Participation

Tableau des filiales et participations

Filiales françaises

Exercice 2022	Capital	Capitaux propres autres que capital	QUOTE-PART % CAPITAL DETENU	Valeur nette comptable	Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des avals et cautions donnés par la société	CA HT DE L'EXERCICE	Résultat Net	Dividendes intra groupe reçus
VELDYS	1	584	99,00%	1	-		288	765	
KEOPSYS INDUSTRIES	1 795	5 154	100,00%	4 500	14 788		27 060	569	1 000
SENSUP	500	-1 093	100,00%	2 155	2 007		1 221	-726	
QUANTEL TECHNOLOGIES	1 753	1 317	100,00%	1 764	8 860		17 058	1 096	1 000
ELIASE	100	21	100,00%	100	-		-	31	
LUMIBIRD MEDICAL	116 652	4 707	100,00%	116 652	18 891		-	4 205	
LUMIBIRD TRANSPORT	100	1 485	100,00%	100	-		678	1 694	

Filiales étrangères

Exercice 2022	Capital	Capitaux propres autres que capital	QUOTE-PART % CAPITAL DETENU	Valeur nette comptable	Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des avals et cautions donnés par la société	CA HT DE L'EXERCICE	Résultat Net	Dividendes intra groupe reçus
QUANTEL USA	17 724	-7 938	100%	10 043	7 091		17 033	-951	
LUMIBIRD INC	5	2 684	100%	-	0		18 510	263	
LUMIBIRD JAPAN	70	164	100%	100	842		4 473	79	
LUMIBIRD CHINA	215	-448	100%	200	-		3 933	-1	
LUMIBIRD LTD	2 770	-1 294	100%	2 716	4 123		5 017	-612	
HALO-PHOTONICS	0	2 556	100%	8 051	-		84	-63	
LPS AB	2 727	176	100%	2 734	3 715		5 681	190	

Faits significatifs de la période

Au cours de l'exercice 2022, Lumibird SA a procédé à la restructuration du capital de sa filiale Lumibird Photonics Sweden (par incorporation de son compte-courant pour un montant de 2.659 K€ et apport en capital de 43 K€, cette opération ayant conduit à augmenter la valeur des titres Lumibird Photonics Sweden détenus par Lumibird SA du même montant (variation enregistrée dans la colonne « autres variations » et « mouvements sur le capital ») ;

Valorisation des participations

La société Lumibird procède, chaque année, à une évaluation des titres de participation détenue, selon la méthode précisée au point 1.3.3 des présentes annexes. L'analyse réalisée en 2022 a mis en évidence la nécessité de procéder à un ajustement des provisions pour dépréciation antérieurement constatées. De fait :

- Une reprise de dépréciation des titres Quantel USA a été réalisée pour 4 068 000 euros ;
- Une dépréciation des titres Halo-Photonics a été constatée à hauteur de 4 467 000 euros.

Titres immobilisés de l'activité de portefeuille

Les titres immobilisés de l'activité de portefeuille correspondent :

- Aux titres de la société Cilas, acquis en 2021 pour 7,5 M€, et représentant 37% du capital de cette société ;
- Aux titres de la société Medsurge, provisionnés à 100%.

Les titres Cilas sont valorisés à leur valeur recouvrable minimum attendue dans le cadre d'échanges en cours sur une possible cession.

Autres immobilisations financières

Les autres immobilisations financières sont constituées :

- Du prêt long terme d'un montant initial de 24,0 M€ accordé par Lumibird SA à sa filiale Lumibird Medical dans le cadre de l'acquisition d'Ellex, en 2020. Ce prêt, comptabilisé sur la ligne « créances rattachés à des participations », rémunéré au taux de 1,7%, a une échéance au 1^{er} juillet 2030 ;
- de dépôts et cautionnements. Ils correspondent principalement aux gages espèces déposés dans le cadre d'emprunts ou de ligne de crédit contractés auprès de la BPI (2 200 K€) et dans une moindre mesure aux dépôts de garantie sur le bâtiment de Villejust pour 116 K€ ;

Note 3 – Stocks

Valeur brute

Etat des stocks et en-cours En KE	BRUT	Dépréciations	NET 31/12/2022	NET 31/12/2021
Stocks de matières premières et autres appro.	73	(11)	62	88
Stocks d'en-cours de biens et services	(0)		(0)	-
Stocks de produits	2 272	(223)	2 049	1 866
Stocks de marchandises	50	(0)	50	49
Total stocks et en-cours	2 395	(233)	2 162	2 004

Provision

Dépréciations En KE	Ouverture	Dotation	Reprises (-)	Autres variations	Clôture
Stocks de MP et autres appro. - Perte de valeur	1	9		0	11
Stocks d'en-cours et services - Perte de valeur	-			-	-
Stocks de produits - Perte de valeur	80	144	(1)	-	223
Stocks de marchandises - Perte de valeur	0	0	-	-	0
Provisions pour dépréciation de stocks	82	153	(1)	0	233

Note 4 - Créances

Etat des créances En KE	Montants bruts		Montants bruts	
	31/12/2021	31/12/2022	Moins 1 an	Plus 1 an
Actif immobilisé				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	8 449	8 449		
Créances rattachées à des participations	21 247	17 285	-	17 285
Prêts	384	412	-	412
Dépôts et cautionnements versés	1 920	2 485	184	2 302
Actions propres	2 976	2 362		2 362
Autres immobilisations financières	34 975	30 993	184	22 361
Avances et acomptes versés sur commandes	3	111	111	
Clients et comptes rattachés	15 594	24 724	24 724	
Créances sur personnel & org sociaux	19	21	21	
Créances fiscales hors IS	3 377	3 912	3 912	
Créances liées à l'intégration fiscale	3 110	4 778	4 778	
Etat impôt sur les bénéfiques	7 282	8 028	7	8 021
Comptes courants	55 181	60 611	60 611	
Créances diverses	459	895	895	
Avoirs à recevoir	2	-	-	
Autres créances	69 431	78 244	70 224	8 021
Charges constatées d'avance	749	1 629	1 629	
Charges à répartir	1 130	920	210	710
Ecart de conversion actifs	139	1 262	1 262	
Total actif circulant	87 046	106 890	98 160	8 730

Au 31 décembre 2022, les créances d'impôts sont principalement composées des crédits d'impôts recherche 2019 à 2022 du groupe d'intégration fiscale non imputées sur les acomptes d'impôts sociétés.

Note 5 – Contrat de liquidité

Au 31 décembre 2022, les moyens mis à disposition du prestataire de service d'investissement dans le cadre du contrat de liquidité sont les suivants :

- 33 979 actions ;
- 262 632,39 euros en espèces.

Nombre d'actions auto-détenues au 31 décembre 2022	33 979
Nombre de titres achetés du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2022	149 731
Nombre de titres vendus du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2022	131 169
Cours moyen des achats	19,66 €
Cours moyen des ventes	20,41 €
Prix de revient moyen unitaire des titres en portefeuille au 31 décembre 2022	16,89 €

Note 6 - Charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance En KE	31/12/2021	31/12/2022
Crédit-bail immobilier / Loyer	173	127
Locations / crédit-bail mobilier	86	18
Sécurité - entretien et réparation	-	156
Assurances	14	48
Honoraires / Etudes	241	103
Charges constatées d'avance sur contrat Long terme	-	784
Foires, expositions, séminaires	67	46
Licences	150	319
Divers	18	29
Total Charges constatées d'avance	749	1 629

Note 7 - Variation des capitaux propres

Variation des capitaux propres En KE	Capital	Primes liées au capital	Réserves légales	Autres réserves	Report à nouveau	Résultat Net	Total capitaux propres et réserves
Situation au 31/12/2020	22 467	86 103	1 843	153	3 388	75 904	189 858
Affectation de résultat			404		75 500	(75 904)	-
Résultat Net						3 829	3 829
Augmentation de capital							
Autres	-	-	-	-	0		0
Situation au 31/12/2021	22 467	86 103	2 247	153	78 888	3 829	193 687
Affectation de résultat					3 829	(3 829)	-
Résultat Net						470	470
Augmentation de capital							
Distribution de dividendes							
Autres	-	-	-	-	-		-
Situation au 31/12/2022	22 467	86 103	2 247	153	82 717	470	194 156

Au 31 Décembre 2022, le capital social est composé de 22 466 882 actions de 1 Euro chacune, soit 22 466 882,00 €. Elles étaient détenues au 31 décembre 2022 par :

	Nb d'actions	% du capital	Nb droits de vote ⁽¹⁾	% droits de vote ⁽²⁾
ESIRA ⁽³⁾	11 667 290	51,93%	17 911 080	62,11%
Salariés du Groupe	170 003	0,76%	210 459	0,73%
Auto-détention	174 448	0,78%	NA	NA
7 Industries Hoding B.V ⁽⁴⁾	1 706 649	7,60%	1 706 649	5,92%
Amiral Gestion ⁽⁵⁾	707 413	3,15%	707 413	2,45%
Autres dont public	8 041 079	35,79%	8 301 734	28,79%
TOTAL	22 466 882	100%	28 837 335	100%

(1) Droits de vote exerçables en assemblée générale des actionnaires.

(2) Les pourcentages de droits de vote exprimés dans ce tableau sont calculés sans tenir compte des actions auto-détenues par la Société qui sont privées de droits de vote en application des dispositions de l'article L.225-210 du Code de commerce, soit sur un nombre total de droits de vote réels de 28 837 335 au 31 décembre 2022.

(3) La société ESIRA est une société par actions simplifiée, dont le capital est détenu à 85% par Monsieur Marc Le Flohic, Président-Directeur général de la Société.

(4) Société de gestion de portefeuille agissant pour le compte de fonds dont elle assure la gestion.

Note 8 – Actions Gratuites

Au cours de sa séance du 21 septembre 2021, le Conseil d'administration a décidé l'adoption d'un plan d'attribution au profit de plusieurs catégories de salariés du Groupe représentant un total de 84 collaborateurs et 291.000 actions. La date d'acquisition définitive des actions gratuites a été fixée au jour du conseil d'administration arrêtant les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023, soit une période d'acquisition de 2 ans et 5 mois, sous réserve que :

- le bénéficiaire ait été de façon continue et ininterrompue, au cours de la période d'acquisition, et soit, au terme de la période d'acquisition, titulaire d'un contrat de travail valide au sein de la Société ou d'une société liée au sens de l'article L.225-197-2 du Code de commerce ; et
- les conditions de performance fixées par le Conseil d'administration soient atteintes.

Au 31 décembre 2022, compte tenu :

- des bénéficiaires ayant d'ores et déjà quitté le Groupe et ceux ayant refusé le plan, il est considéré que 220 000 actions gratuites sur les 291 000 actions gratuites proposées, sont en vigueur ;
- de la révision du plan opérationnel qui prend en compte les incertitudes économiques actuelles et projetées, l'atteinte des conditions de performance du plan a été revue et a conduit à provisionner (prorata temporis) 80% du plan

Enfin, au cours de sa séance du 9 décembre 2022, le Conseil d'administration a décidé l'adoption d'un plan d'attribution de 60 000 actions au profit d'une catégorie de salarié. La date d'acquisition définitive des actions gratuites a été fixée à la date d'arrêt des comptes 2024 pour 20% des actions et 2026 pour 80% des actions, soit une période d'acquisition de 4 ans et 3 mois, sous réserve que :

- le bénéficiaire ait été de façon continue et ininterrompue, au cours de la période d'acquisition, et soit, au terme de la période d'acquisition, titulaire d'un contrat de travail valide au sein de la Société ou d'une société liée au sens de l'article L.225-197-2 du Code de commerce ; et
- les conditions de performance fixées par le Conseil d'administration soient atteintes.

La valeur des plans d'attribution a été déterminée de la manière suivante :

Plan d'actions gratuites	Plan du 21/09/2021	Plan du 09/12/2022
Nombre d'actions gratuites totales attribuées	291 000	60 000
Date du conseil décidant l'attribution	21/09/2021	09/12/2022
Fin de la période d'acquisition	Arrêté cptes 2023	Arrêté comptes 2024 (20%) et 2026 (80%)
Cours de l'action à la date d'attribution (B)	17,0	15,36
Forfait social (C)	20%	20%
Valeur du plan au à la fin de la période d'acq° (A*B*(1+C))	3 590 400 €	1 105 920 €
Nombre d'actions gratuites annulées / refusées	71 000	0
Nombre d'actions gratuites en attente	0	0
Nombre d'actions restantes à la date d'acquisition	220 000	60 000
Nombre d'actions provisionnées au 31/12/2022 (A)	176 000	60 000

Note 9 - Provisions

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES En KE	Ouverture	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres variations	Clôture
Provisions réglementées	-	-	-	-	-	-
Total I	-	-	-	-	-	-
Provisions pour litiges	-	263	-	-	-	263
Provisions pour garanties	27	57	-	-	0	84
Provisions pour pertes de change	140	1 262	(140)	-	(0)	1 262
Autres provisions pour risques	440	45	(440)	-	-	45
Provisions pour pensions et retraites	-	-	-	-	-	-
Provisions pour charges	-	-	-	-	-	-
Total II	607	1 627	(580)	-	(0)	1 654
Total provisions pour risques et charges	607	1 627	(580)	-	(0)	1 654
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES En KE		Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées		
Dotations / reprises exploitation	-	1 582	(580)	-		
Dotations / reprises financières	-	45	-	-		
Dotations / reprises exceptionnelles	-	-	-	-		
Total dotations / reprises		1 627	(580)	-		

Les provisions pour litiges sont constituées de provisions sur risques sociaux liés à des litiges avec d'anciens salariés.

Note 10 – Etat des dettes

Etat des dettes En KE	31/12/2021	31/12/2022	Moins 1 an	Plus 1 an
Emprunts obligataires	40 000	40 000	40 000	-
Dettes financières et découverts bancaires	53 045	50 538	20 789	29 749
Total emprunts et dettes financières	93 045	90 538	60 789	29 749
Avances acomptes reçus sur commandes	1 707	1 611	1 611	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	34 964	28 048	28 048	-
Dettes sociales	2 374	2 032	2 032	
Dettes fiscales (hors IS)	183	690	690	
Dettes liées à l'intégration fiscale	2 698	2 627	2 627	
Etat impôt sur les bénéfices	135	134	134	
Comptes courants groupe	1 572	5 187	5 187	
Autres dettes	459	-	-	
Autres dettes d'exploitation	7 421	10 670	10 670	-
Produits constatés d'avance	914	1 080	1 080	
Comptes de régularisation	507	789	789	
Total passif circulant	45 512	42 198	42 198	-
Total dettes	138 557	132 736	102 987	29 749

Emprunts et dettes financières

Etat des emprunts

Emprunts et dettes financières En KE	31/12/2021	31/12/2022
Emprunts obligataires	40 000	40 000
Dettes financières bancaires	52 891	50 369
Avance liée au CIR		
Avance liée au CICE		
Emprunts et dettes financières divers	-	-
Intérêts sur emprunts	140	155
Découverts bancaires	14	14
Total emprunts et dettes financières	93 045	90 538
Disponibilités	62 530	36 003
Dettes financières nettes	30 515	54 535

Tableau de variation des emprunts

Valeurs en EUR	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Autres variations	Clôture
Emprunts obligataires	40 000	-	-	-	40 000
Dettes financières bancaires	52 891	10 000	(12 522)	(0)	50 369
Avance liée au CIR	-	-	-		
Avance liée au CICE	-	-	-		
Emprunts et dettes financières divers	(0)	-	-	0	-
Intérêts sur emprunts	140	16	-	0	155
Découverts bancaires	14	(1)	-	-	14
Total emprunts et dettes financières	93 045	10 015	(12 522)	(0)	90 538
Disponibilités	62 530	-	(26 485)	(43)	36 003
Dettes financières nettes	30 515	10 015	13 962	43	54 535

Au cours de l'exercice 2022, la société a mis en place 2 lignes de 5 millions d'euros chacune auprès de BPI financement, d'une durée respective de 10 ans et incluant toutes un différé de remboursement de 8 trimestres, rémunérées aux taux respectifs de 0,64% et 2,59%, et assorties de gage espèces pour un montant global de 0,5 million d'euros;

La dette d'acquisition du Groupe, bancaire (s'élevant à 10,5 millions d'euros au 31 décembre 2022) et obligataire (s'élevant à 40,0 millions d'euros), est assorti de deux ratios, testés annuellement au 31 décembre, dont le non-respect entraine l'exigibilité de la dette :

- Un ratio de levier (ratio de l'endettement net consolidé sur l'EBE consolidé) ne devant pas excéder un maximum dégressif passant progressivement de 3,50 (borne haute) au 31 décembre 2020 à 2,75 (borne basse) au 31 décembre 2026 et pour lequel :
 - L'endettement net consolidé désigne, sur une base consolidée la différence entre :
 - La trésorerie consolidée, représentant la position active des comptes de trésorerie et équivalents de trésorerie ;
 - L'endettement consolidé, ce dernier désignant l'ensemble des emprunts et dettes assimilées à l'exclusion de toutes dettes subordonnées, majoré dans le même périmètre de consolidation des positions passives des comptes bancaires, des effets portés à l'escompte et non échus, des engagements hors bilan (à l'exclusion des engagements pour retraites, des garanties et cautions accordées dans le cadre de l'exploitation courantes et des couverture de taux et de change) et des cessions de créance ou d'escompte avec recours ou toute opération d'affacturage avec recours ;
 - L'EBE consolidé désigne le résultat opération courant consolidé :
 - Majoré des dotations nettes aux amortissements et provisions ;
 - Diminué des autres produits courants et majoré des autres charges courantes

Au 31 décembre, le ratio de levier du Groupe s'élevait à 1,7.

- Un ratio de couverture (ratio de cash-flow consolidé sur le service de la dette) qui doit être supérieur à 1 tout au long du crédit, dans lequel :
 - Le cash-flow consolidé est constitué de l'EBE consolidé du Groupe :
 - diminué :
 - des impôts sur les sociétés effectivement acquittés ;

- des investissements décaissés ;
- de la variation du Besoin en Fonds de Roulement net consolidé
- de tout produit n'ayant pas vocation à donner lieu à un encaissement ou décaissement et pris en compte dans l'EBE consolidé ;
- de tout éléments exceptionnel ou extraordinaire (y compris les produits nets de cession d'actifs, d'actions, de droits sociaux ou de fonds de commerce) qui n'entre pas dans le cadre de l'exploitation courante et qui a fait l'objet d'un encaissement ou d'un décaissement ;
- augmenté :
 - de tout tirage de crédits moyen terme ;
 - de la somme des autres intérêts et produits financiers de placement et disponibilités et des produits nets sur cessions de valeurs mobilière de placement
- le service de la dette désigne la charge financière consolidée du Groupe :
 - augmentée du montant du remboursement en principale des dettes financières venant à échéance pendant la période de test considérée
 - diminuée de tout remboursement en 2021 des prêts bancaires soumis à la réglementation PGE conclus antérieurement à la date de signature du contrat

Compte tenu d'un niveau d'activité record sur le 4^{ème} trimestre 2022 (et notamment sur le mois de décembre 2022), Lumibird SA affiche au 31 décembre 2022 un niveau de Besoin en Fonds de Roulement ponctuellement élevé. En conséquence, compte tenu des modalités de calcul du ratio de couverture, au 31 décembre 2022, Lumibird SA affiche un ratio de -0,2 et ne respecte pas le seuil de 1. A cette date, Lumibird SA est par conséquent dans une situation d'exigibilité anticipée de sa dette d'acquisition (bancaire et obligataire). En application des disposition d'IAS1, l'intégralité de la dette d'acquisition de Lumibird SA (bancaire et obligataire), soit 50,5 M€, a été classée en dettes financières courantes.

Postérieurement à la date de clôture, et préalablement à l'arrêté des comptes 2022, le Groupe a obtenu l'accord de ses prêteurs pour déroger au respect du ratio de couverture au 31 décembre 2022, ce qui, en conséquence, ne confère pas aux 50,5 millions d'euros reclassés en passifs financiers courants une exigibilité immédiate ou une maturité inférieure à 12 mois. Par ailleurs, compte tenu des prévisions de trésorerie du Lumibird SA, de sa trésorerie disponible et des capacités de financement supplémentaires, la liquidité de Lumibird SA n'est pas remise en cause au 31 décembre 2022 et pour les 12 mois à venir.

Note 11 – Produits constatés d'avance

Produits constatés d'avance En KE	31/12/2021	31/12/2022
PCA sur contrats	749	-
Autres PCA divers	165	1 080
Total Produits constatés d'avance	914	1 080

Note 12 – Produits à recevoir / Charges à payer

Produits à recevoir

Produits à recevoir En KE	31/12/2021	31/12/2022
Contrat long terme	2 612	3 105
Autres factures à établir	351	901
créances fiscales et sociales	18	-
Total Produits à recevoir	2 981	4 006

Charges à payer

Charges à payer En KE	31/12/2021	31/12/2022
Factures non parvenues	15 431	9 288
Dettes sur congés payés	521	584
Autres dettes fiscales et sociales	2 137	1 469
Avoir à obtenir	2	-
Intérêts courus sur emprunts	140	155
Factures non parvenues sur contrat à long terme	5 977	7 415
Total Charges à payer	24 208	18 911

Note 13 – Ecart de conversion

Ecarts de conversion actif En KE	31/12/2021	31/12/2022
Clients	15	128
Fournisseurs	72	323
Comptes-courants	52	811
Total Ecart de conversion actif	139	1 262
Ecarts de conversion passif En KE	31/12/2021	31/12/2022
Fournisseurs	-	77
Clients	26	31
Comptes-courants	480	682
Total Ecart de conversion passif	507	789

1.7. Informations sur les postes du compte de résultat

Note 14 - Chiffre d'affaires

Total des ventes

Chiffre d'affaires En KE	31/12/2021	31/12/2022
Ventes de marchandises	437	892
Production vendue de biens	62 450	70 980
Production vendue de services	10 176	10 824
Produits des activités annexes	1 930	2 227
Chiffre d'affaires	74 993	84 923
Dont Export=	56 692	61 894

Répartition des ventes par zones géographiques

Répartition des ventes export par zones géographiques En KE	31/12/2021	31/12/2022
Hong-Kong	2 678	1 414
Etats-Unis	11 264	15 346
Allemagne	4 290	6 472
Corée du sud	2 272	2 200
Chine	8 439	7 593
Autriche	2 153	2 243
Suisse	4 130	3 377
Israël	8 249	6 543
Autres pays	13 216	16 707
Chiffre d'affaires export par zone	56 692	61 894

Note 15 - achats consommés

Achats consommés En KE	31/12/2021	31/12/2022
Achats matières premières et autres appro.	(15 814)	(11 321)
Achats d'études et de prestations de services	-	
Autres achats	(42)	(295)
Achats non stockés de matériel et fournitures	-	
Achats d'électricité et gaz	(286)	(292)
Achats d'eau	(10)	(16)
Achats de carburant	-	(37)
Achats de marchandises	(31 869)	(40 385)
Frais accessoires	(19)	(33)
Achats matières premières et autres appro. - PI	-	
Achats de marchandises - PI	-	
Achats de matières premières, marchandises et approvisionnements	(48 041)	(52 379)
Variation stocks MP et autres appro.	(38)	(17)
Variation de stocks de marchandises	(35)	1
Variation de stocks	73	(16)
Achats consommés	(47 968)	(52 395)

Note 16 - dotations et reprises de provisions d'exploitation

Reprises sur provisions d'exploitation En KE	31/12/2021	31/12/2022
Reprise provision d'exploitation sur immobilisations		
Reprises provisions d'exploitation sur stocks	71	1
Reprises provisions d'exploitation sur actif circulant	329	
Reprises provisions pour risques et charges d'exploitation	793	580
Reprise sur provisions d'exploitation	1 193	582
Dotations aux provisions d'exploitation En KE	31/12/2021	31/12/2022
Dotations d'exploitation sur immobilisations		
Dotations d'exploitation sur stocks		(153)
Dotations d'exploitation sur actifs circulants	(24)	(33)
Dotations d'exploitation sur provisions pour risques et charges	(580)	(1 582)
Dotations aux provisions	(605)	(1 769)

Note 17 - Effectifs

	31/12/2021	31/12/2022
Etude et fabrication	5	6
Commercial	13	9
Administratif	46	51
Effectif à date	64	66
Effectif moyen employé	62	66

Note 18 - Résultat financier

Résultat financier En KE	31/12/2021	31/12/2022
Dividendes des participations consolidées	3 251	2 001
Produits des valeurs mobilières	1 287	1 647
Reprises sur provisions à caractère financier	34	3
Reprises financières prov titres consolidés	-	4 068
Gains de change sur opérations financières	677	1 962
Autres produits financiers		
Produits exceptionnels sur opération de capital		
Boni de fusion en résultat		
Transfert de charges financières		
Produits financiers	5 250	9 681
Charges d'intérêts et charges assimilées	(3 921)	(2 520)
Charges nette sur cessions de VMP		
Dotations aux provisions à caractère financier	-	(175)
Dotations financières provisions sur titres consolidés (voir Note 2)		(4 467)
Perte de change sur opérations financières	(41)	88
Autres charges financières		
Charges exceptionnelles sur opération de capital		
Mali de fusion en résultat		
Charges financières	(3 962)	(7 074)
RESULTAT FINANCIER	1 287	2 606

Note 19 - Résultat exceptionnel

Résultat exceptionnel En KE	31/12/2021	31/12/2022
Produits exceptionnels sur opération de gestion	9	1
Produits de cession d'actifs immobilisés	240	73
Reprises provisions exceptionnelles	5 037	
Transferts de charges exceptionnelles		-
Transferts de charges de personnel exceptionnelles		562
Produits exceptionnels	5 287	636
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	(70)	(1 525)
VNC actifs immobilisés	(5 058)	(2 093)
Dotations aux provisions exceptionnelles		
Charges exceptionnelles	(5 128)	(3 618)
RESULTAT EXCEPTIONNEL	159	(2 982)

Les dividendes versés en 2021 par la société Quantel Médical (au titre de ses résultats 2020) ont été enregistrés par erreur chez Lumibird SA, en lieu et place de Lumibird Médical. Sur l'exercice 2022, il a été procédé à une correction de cette erreur, tenant compte d'un effet rétroactif sur les intérêts de la dette de Lumibird Médical vis à vis de Lumibird SA.

L'impact de cette correction d'erreur, enregistré en charges exceptionnelles, s'élève à 1.517.545 €.

Note 20 - Ventilation de l'impôt

Ventilation de l'impôt En KE	Résultat avant impôt et après participation	Réintégrations	Déductions	Résultat fiscal ventilé	Impôt dû	Résultat net
RESULTAT D'EXPLOITATION	(884)	1 628	(785)	(41)	10	(873)
RESULTAT FINANCIER	2 606	5 395	(7 817)	185	(46)	2 560
Résultat courant avant résultat exceptionnel et avant impôt	1 723	7 023	(8 602)	144	(36)	1 687
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(2 982)	8 645	(1)	5 663	(1 416)	(4 398)
Déficits de l'Intégration Fiscale			(3 403)	(3 403)	851	851
Impôt sur les bénéfices - intégration fiscale				-	2 330	2 330
TOTAL	(1 259)	15 668	(12 006)	2 403	1 729	470

Note 21 – Intégration fiscale

La société Lumibird SA, tête de groupe, intègre fiscalement toutes les sociétés françaises qu'elle détient directement ou indirectement, à plus de 95%, au 1^{er} janvier 2022. La position fiscale du Groupe est la suivante sur l'exercice 2022 :

Déficits de l'intégration fiscale En KE	Ouverture	Variation	Clôture
Déficits de l'Intégration Fiscale	7 698	(3 403)	4 294
Taux d'imposition	26,5%		25,0%
Crédits d'impôts liés aux reports déficitaires	2 040		1 074

Le Groupe dispose au 31/12/2022 de 4 294,24 K€ de reports déficitaires et en a consommé -3 403,33 K€ sur l'exercice. Hors intégration fiscale, la société Lumibird SA a réalisé un déficit fiscal de 9 K€.

Note 22 – Rémunération des dirigeants

Le montant des rémunérations versées par Lumibird SA à ses dirigeants au cours de l'exercice 2022 se décomposent comme suit :

- Administrateurs non mandataires sociaux : 34 K€
- Administrateurs mandataires sociaux : 872 K€
- Dirigeants salariés non mandataires sociaux : 642 K€

Pour la rémunération des dirigeants salariés non mandataires sociaux, il a été tenu compte de la rémunération brute

versée en 2022 aux personnes en charge des fonctions représentées au sein du Comité de Direction.

Note 23 - Opérations intervenues après la clôture

Nous n'avons pas eu connaissance de faits postérieurs à la clôture et susceptible d'avoir une incidence significative sur le patrimoine, la situation financière et le résultat opérationnel du Groupe.

Le Groupe Lumibird est peu affecté par les tensions géopolitiques en Ukraine et en Russie que ce soit au niveau de ses ventes (moins de 2% du chiffre d'affaires du Groupe), de ses achats ou du risque client.

1.8. Autres informations

Note 24 - Exposition au risque de change

Lumibird est exposé au risque de change dans le cadre de ses activités commerciales et dans le cadre de ses activités de holding.

Activité commerciales

La société Lumibird SA vend sa production en France, comme à l'étranger, à des clients en direct ou à ses filiales de commercialisation. La société Lumibird SA s'approvisionne en France et à l'étranger, et les opérations sont réalisées principalement en euros et dans une moindre mesure en dollars. Les achats dans d'autres devises sont non significatifs. Sur l'exercice 2022 :

- 28% des ventes ont été réalisées en devise (preque exclusivement en dollar), soit 26,2 millions équivalent euros
- 26% des achats ont été réalisés en devises ce qui correspondait à 19,5 millions équivalents euros. 94% de ces achats en devises ont été réalisés en dollars.
- L'exposition nette s'élève à 4,2 millions d'euros. Le résultat de change s'élève à +2,4 M€ sur l'exercice, comptabilisé en résultat d'exploitation pour 0,4 M€ et en résultat financier pour 2,0 M€

Activité Holding

Lumibird SA est amené à avancer en compte-courant des sommes en devises à ses filiales, dans le cadre de ses prestations de gestion de trésorerie. Les sommes prêtées en devise le sont principalement en dollars. Le résultat de change lié à ces opérations est enregistré en résultat financier.

Note 25 - Engagements Hors bilan

Engagement nés dans le cadre de l'endettement

Engagements hors bilan donnés ou reçus dans le cadre de l'endettement	2021	2022
Créances professionnelles cédées		-
Cautions ou lettres d'intention	500	900
- Gages et nantissements d'actifs incorporels et corporels		-
- Gages et nantissements de titres	144 000	140 000
- Privilèges de prêteurs de deniers		-
Sûretés réelles	144 000	140 000
Total	144 500	140 900

Dans le cadre de l'émission de la dette d'acquisition de 2019, la société a mis en place un CAP sur un montant nominal de 10.5 millions d'euros courant de façon dégressive sur la période du 1^{er} juin 2021 au 1^{er} juin 2024. Au 31 décembre 2022, le montant nominal du CAP s'élève à 6.3 millions d'euros.

Engagement nés dans le cadre de l'activité courante

 _Engagements hors bilan nés des opérations de l'activité courante	2021	2022
Créances cédées non échues		
Cautions données sur des marchés	66	-
- Nantissements d'actifs incorporels et corporels - Nantissements de titres		
Sûretés réelles	-	-
Total	66	-

Engagement d'avantages postérieurs à l'emploi

Les engagements et charges afférents aux régimes à prestations définies sont évalués chaque année en tenant compte des conditions suivantes :

Hypothèses calcul IFC	2021	2022
Table de mortalité générationnelle	85	85
Convention collective	métallurgie	métallurgie
Evolution des salaires (yc inflation)	2,00%	3,00%
Rotation des effectifs		
<41 ans	3,95%	4,06%
>41 ans et <50 ans	2,37%	2,44%
>50 ans	-	-
Taux d'actualisation	0,67%	3,680%

L'ANC a modifié la recommandation 2013-02 du 7 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite. La méthode de calcul des engagements de retraite pour la part des régimes à prestations définies a été revue sur l'exercice 2021 : l'engagement correspondant est désormais étalé sur la période de répartition des droits et non sur la durée de présence du salarié.

Le montant des engagements hors bilan en matière d'indemnités de départ en retraite à verser est estimé, à la date du bilan, à 736 K€. Au 31 décembre 2021, le montant de ces engagements s'élevait à 835 K€.